

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/3978
4 novembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session
Point 42 c) de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET COMPTES, ET RAPPORTS DU COMITE DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX
DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE
PROCHE-ORIENT (EXERCICE ALLANT DU 1er JUILLET 1956 AU
31 DECEMBRE 1957)

Dix-septième rapport du Comité consultatif pour les questions adminis-
tratives et budgétaires à l'Assemblée générale (treizième session)

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport financier et les comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période de dix-huit mois se terminant le 31 décembre 1957, ainsi que le rapport y relatif du Comité des Commissaires aux comptes^{1/}.
2. L'état des recettes et des dépenses pour l'exercice considéré (A/3836, état II) se décompose comme suit :

	<u>Dollars</u>
<u>Recettes</u>	
Contributions des gouvernements	42.452.880
Contributions d'autres donateurs	<u>301.945</u>
Total des contributions	42.754.825
Recettes accessoires	679.083
Gains sur opérations de change	<u>91.844</u>
Total des recettes	43.525.752
<u>Dépenses</u>	<u>Dollars</u>
Programme de secours	37.746.432
Programme de réintégration	<u>14.299.200</u>
Total des dépenses	<u>52.045.632</u>
Excédent des dépenses sur les recettes	8.519.880

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session,
Supplément No 6 D.

3. Cet excédent de dépenses de 8.519.880 dollars a été couvert grâce à un prélèvement sur le solde des ressources disponibles au 30 juin 1956, soit 27.426.089 dollars après ajustement au titre des exercices précédents, ce qui a ramené à 18.906.209 dollars le montant des ressources financières de l'Office au 31 décembre 1957.

4. Le Comité consultatif a examiné plus spécialement un certain nombre de questions administratives et financières, notamment celle des versements à titre gracieux, dont il est question au paragraphe 8 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Il semble qu'il y ait divergence entre l'ONU et l'Office en ce qui concerne la définition des versements à titre gracieux. Le Comité consultatif croit savoir que la question d'une définition uniforme de ce genre de dépenses doit faire sous peu l'objet d'une étude pour l'ensemble des organes et institutions des Nations Unies.

5. Le Comité consultatif rappelle que, dans son vingt-sixième rapport à l'Assemblée générale (onzième session) (A/3431, paragraphes 5 et 6)^{2/}, il a présenté certaines recommandations touchant les dispositions appliquées par l'Office pour ce qui est des voyages des fonctionnaires se rendant en congé dans les foyers et du rapatriement. Le Comité des commissaires aux comptes a exprimé des doutes touchant la pratique qui consiste à payer en espèces des sommes équivalant au coût normal du transport et des indemnités connexes au vu de pièces établissant que le fonctionnaire intéressé a passé au moins deux semaines dans le pays où il devait prendre son congé, ou qu'il a atteint son lieu de rapatriement. Il semble que jusqu'en 1954 l'Office ait suivi la pratique de l'ONU, qui veut que les dispositions touchant les voyages soient prises par l'Organisation ou en son nom, et non par les fonctionnaires intéressés. Le but de la modification adoptée par l'Office était notamment de diminuer les dépenses d'administration et de secrétariat. Le Comité consultatif croit savoir que l'Office continue à penser que, étant donné le faible effectif de ses fonctionnaires qui sont recrutés sur le plan international, l'application de la procédure plus orthodoxe de l'ONU entraînerait des dépenses d'administration supplémentaires.

6. Depuis 1951, l'Office a deux fonds distincts, l'un pour le programme de secours, l'autre pour le programme de réintégration. Il semblerait qu'avec le temps le rapport entre les deux tâches principales de l'Office se soit sensiblement modifié,

2/ Ibid., onzième session, Annexes, point 41 c) de l'ordre du jour.

ainsi qu'il paraît ressortir des changements survenus dans la répartition des contributions volontaires entre les deux fonds en question. Le maintien de deux fonds distincts paraît aussi avoir entraîné l'adoption d'un système de comptabilité assez complexe et une répartition assez artificielle des frais généraux entre les deux fonds. Le Comité consultatif a discuté de cette question avec le Directeur par intérim de l'Office et pense qu'il y aurait peut-être intérêt à ce que le Directeur de l'Office et sa Commission consultative étudient les conséquences qui découleraient du remplacement des deux fonds distincts par un fonds général unique.
